

sociétés comme Petrofina et British Petroleum que de protéger les emplois du secteur secondaire, notamment celui des pièces automobiles en Ontario?

• (1720)

M. Peterson: Monsieur le Président, il va falloir que j'ajuste mon appareil acoustique ou que le député de Perth (M. Jarvis) en fasse autant, car je crois n'avoir rien dit de la sorte. S'il essaie de faire comprendre que nous avons besoin d'emplois en Ontario, alors qu'il réfléchisse à la nature de ces emplois. Nous faut-il des emplois qui augmentent notre productivité? Des emplois qui vont vraiment améliorer notre niveau de vie? Dans ce cas, ils seront orientés vers des biens et des services qui sont compétitifs à l'échelle mondiale.

J'applaudis au discours du trône en raison de l'accent qu'il met sur les petites entreprises. Le secteur touristique nous offre de bonnes chances de réussite. Je me réjouis des initiatives qu'a prises le ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme (M. Smith) en vue de faire connaître au monde entier les immenses richesses touristiques du Canada, ouvrant ainsi de vastes possibilités grâce aux programmes qui ont été annoncés dans le discours du trône. Nous allons devoir surveiller . . .

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. La période prévue pour les questions est écoulée. Le débat se poursuit.

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, c'est un véritable honneur pour moi que de prendre part pour la première fois à un débat sur l'Adresse en réponse à un discours du trône. Certes, c'est peut-être la première fois, mais j'ai la nette impression que ce sera aussi la dernière fois pour de nombreuses sessions à venir que je le ferai de ce côté-ci de la Chambre. Pas même les propos fort éloquentes que nous a tenus le premier ministre (M. Trudeau) avant les vacances des Fêtes pour nous expliquer le discours du trône ne sauront épargner à ce texte ainsi qu'au gouvernement l'obscurité bien méritée dans laquelle ils sombreront après les prochaines élections. En fait, le public commence déjà à se désintéresser du discours du trône. Il l'a déjà classé au nombre des milliers de promesses rompues et des attentes non satisfaites, et aussi des déclarations bien en-dessous de la vérité, des déclarations erronées, et des mauvais calculs dont s'est rendu coupable le gouvernement.

Les Canadiens réclament aujourd'hui de savoir la vérité, car la fiction ne les intéresse pas. Ils veulent être mis au courant des procédés que l'on emploie au ministère du Revenu. Ils tiennent à savoir ce qu'il advient des emplois qu'on leur a promis. Ils exigent de voir par eux-mêmes les stratégies industrielles qui favoriseront notre compétitivité et notre productivité dans un monde en pleine évolution. Ce dont ils n'ont certainement pas besoin, et ils n'y tiennent pas du tout d'ailleurs, monsieur le Président, c'est qu'on leur explique dans un autre discours comment le gouvernement a la situation bien en main, et comment il réussira à nous éviter de justesse la ruine et le désastre causés par son indigence sur le plan des mesures politiques et des idées. Les citoyens de ce pays, les électeurs canadiens, ne connaissent que trop bien les causes de nos échecs. Celles-ci ne sont que trop évidentes.

Ne croyez pas pour autant, monsieur le Président, que nous sommes en désaccord avec toutes les mesures qui sont proposées dans ce discours du trône. Bien entendu, nous nous

réjouissons devant les initiatives qu'a prises le premier ministre pour favoriser la paix mondiale, et les objectifs qu'il s'est fixés à cet égard. Nous pouvons même nous féliciter des efforts déployés par les ministériels pour régler les difficultés éprouvées au chapitre du financement de l'assurance-maladie et de l'enseignement postsecondaire, et ce en dépit du fait que le gouvernement ne fait que respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la loi sur le financement des programmes établis. Nous passerons sous silence le fait que les 500 millions de dollars qui ont été consacrés à cette tâche ont été annoncés comme des fonds nouveaux. Après tout, il est bien rare de voir le gouvernement respecter ses engagements.

Toutefois, il n'y a certainement pas de quoi se féliciter devant la teneur d'un document servant de projet directeur et dont le gouvernement compte s'inspirer pour gouverner au cours de cette session. S'il croit prouver par ce document qu'il est digne de nous gouverner jusqu'après les prochaines élections, il se trompe du tout au tout. Mais ne se rend-il pas compte que cette fois-ci un trop grand nombre de Canadiens sont au courant de la vérité, de la vérité entière? Peu de citoyens seront prêts à passer l'éponge sur les promesses et déclarations passées. Nous ferions bien, en cette année 1984, de nous rappeler ce que disait George Orwell: «Celui qui contrôle le passé, contrôle l'avenir. Celui qui contrôle le présent, contrôle le passé.» Personne ne peut croire peu importe l'imposture dont on se serve que nous ayons eu au cours des quatre dernières années un gouvernement qui contrôlait quoi que ce soit. Est-ce que les 514,000 chômeurs de plus qu'en 1980 croient que ce gouvernement va les remettre au travail? Nous avons une augmentation de 70 milliards de la dette nationale, une dette pour laquelle nous dépensons 17 milliards de dollars par an en intérêts seulement, une fois et demie ce que nous avons consacré en prestations d'assurance-chômage en 1983. Est-ce que cela donne confiance que le gouvernement peut diriger et administrer notre économie? Est-ce que le déraillage de l'industrie pétrolière et gazière, dont il est seul responsable, et avec lui l'objectif d'auto-suffisance énergétique durant cette décennie, ou les énormes erreurs de calcul, les négligences ou les incompétences pures et simples qui font office de gestion dans certaines de nos sociétés de la Couronne, comme Canadair, inspirent confiance? Voilà les points qu'un gouvernement sérieux, qui croit à la responsabilité vis-à-vis du public, admettrait avant de demander une fois de plus la confiance de l'électorat.

Ce discours du trône est un document électoral, il n'y a pas d'erreur. Mais c'en est un de la pire espèce. C'est un document qui déforme le passé, quand il ne l'habille pas de vêtements d'apparat, mais ce n'est pas étonnant de la part du gouvernement. Ce qui me surprend le plus, toutefois, c'est l'absence presque totale de perspective. En tant que plan raisonnable et réaliste de l'avenir, beaucoup plus que comme bilan honnête et factuel du passé, c'est un échec. Si le gouvernement était sincère lorsqu'il envisage l'avenir de notre économie et de notre société—au-delà des prochaines élections, bien sûr—alors il aurait beaucoup plus que des remarques superficielles aux questions dont dépendront notre prospérité et nos succès futurs. Les éléments critiques de notre économie tels que la petite entreprise et le tourisme, et les aspects fondamentaux de la restructuration pour répondre aux défis de l'avenir—la recherche et le développement, la formation des jeunes, le recyclage—ne reçoivent souvent qu'un mince paragraphe.